

obtiennent des subventions en fonction de la population de la province.

En outre, les étudiants ne sont pas toujours motivés pour utiliser les ressources le mieux possible, car une bonne partie de leur éducation est payée indirectement par les contribuables, dont bon nombre n'ont pas eu la possibilité d'étudier. Ce peut être le chauffeur de taxi ou le commis d'un marché d'alimentation. Avec leurs impôts, ils paient les études de personnes qui deviendront médecins ou avocats et auront des revenus extraordinaires.

Il est également important qu'il y ait des mesures incitatives pour encourager les jeunes à trouver un emploi qui leur permettra de rembourser leurs prêts le plus rapidement possible. S'il y a des mesures incitatives, on est davantage porté à chercher un emploi pour rembourser ses prêts le plus vite possible. En fait, ce sont généralement ces emplois qui sont les plus productifs.

Le problème, c'est comment il faut procéder. Je pense que le projet de loi ne fera qu'effleurer le problème. Il aidera un peu. D'autre part, je suis d'avis qu'il fait partie du problème, et j'en dirai plus long là-dessus dans un instant.

Notre parti appuie l'idée qui consiste à prendre les quelque 2 milliards de dollars qui sont directement versés aux universités et à les remettre aux 650 000 étudiants universitaires sous forme de bons. Les universités seraient ainsi forcées de se faire la lutte pour les étudiants et leurs bons de 3 000 \$.

Pouvez-vous imaginer les conséquences de pareille compétition? Je vois cela d'ici: les universités devraient parcourir les campagnes pour courtiser les étudiants et leur dire que leurs professeurs sont les meilleurs, qu'ils passent beaucoup de temps en classe parce qu'ils veulent donner les meilleurs cours possibles.

Quelle différence avec la situation actuelle où, le plus souvent, une bonne partie des meilleurs professeurs restent dans leur bureau pour écrire des articles ou faire une contribution, alors qu'ils devraient se consacrer à leur tâche la plus importante, qui est d'enseigner. C'est donc là un des principaux avantages du système de bons.

Un autre effet du système de bons serait de rendre les professeurs, les collègues et les universités plus comptables. S'ils savaient qu'ils seraient récompensés beaucoup plus directement qu'aujourd'hui par le nombre d'étudiants qu'ils réussiraient à intéresser, vous pouvez imaginer quels efforts ils feraient pour préparer leurs cours.

On peut imaginer tous les efforts que les universités et les collègues déploieraient pour que leurs diplômés décrochent un emploi parce que ce serait, pour ces établissements, un bon argument de vente à faire valoir lorsque ce serait le moment d'aller faire du recrutement dans les écoles secondaires du pays. Ainsi, ils pourraient dire que, l'an dernier, 85 p. 100 des diplômées de leur école de soins infirmiers ont trouvé un travail dans les six mois qui ont suivi et qu'on aurait donc intérêt à s'inscrire dans cette école parce que c'est un établissement hors pair et que ceux et celles qui la fréquentent finissent inmanquablement par trouver un bon emploi.

Initiatives ministérielles

Comme c'est différent aujourd'hui, alors qu'il y a tout juste un an l'Alberta, ma province, a connu le cas suivant: il y avait une forte demande de physiothérapeutes, mais il était impossible de s'inscrire à l'école de physiothérapie. Par ailleurs, il restait beaucoup de places libres dans certaines écoles enseignant des matières pour lesquelles la demande de diplômés était inexistante. Quelle contradiction! D'abondantes ressources étaient investies dans des établissements qui formaient des étudiants dans des domaines où il n'y avait pas de travail. C'est scandaleux! C'est du gaspillage éhonté!

• (2240)

En revanche, si les étudiants pouvaient obtenir un prêt étudiant sans égard au revenu de leurs parents et si le remboursement s'effectuait en fonction de leur revenu à venir et par le truchement de la fiscalité, de sorte qu'ils ne pourraient pas s'y soustraire, il y aurait là une incitation à faire le meilleur usage possible de ce prêt.

Ces étudiants sauraient que, en sortant de l'université ou du collège, s'ils trouvaient un emploi rémunérateur, ils réussiraient à rembourser ce prêt beaucoup plus rapidement que s'ils s'inscrivaient, pour employer une expression péjorative, à un «cours de vannerie» ou à un autre cours du genre, ils n'en finiraient pas de rembourser ce prêt. Ce serait un bon moyen de les dissuader de suivre ce genre de cours dans une université.

Je crois également que les universités elles-mêmes pourraient bientôt supprimer certains types de cours et réaffecter les ressources dans des domaines plus profitables aux étudiants et, en fin de compte, à la société. Je crois aussi que les étudiants étudieraient plus fort. Nous n'aurions sans doute pas autant d'étudiants professionnels qu'à l'heure actuelle. Il s'agit d'une minorité, mais ces personnes tirent avantage du fait que les universités sont financées en grande partie par les contribuables et que les étudiants ne paient que 20 p. 100 des frais de scolarité pour devenir des étudiants professionnels.

Il se pourrait même que les meilleures universités et les meilleurs collèges réputés pour leur qualité et leur aptitude à mettre leurs étudiants sur le marché du travail haussent leurs frais d'études. Ces établissements ne pourraient cependant pas exiger plus que ce que le marché peut supporter.

Nous aurions, de ce fait, des universités et collèges beaucoup plus économes et efficaces, dont l'existence même dépendrait de la qualité des services qu'ils offriraient. Comme je l'ai déjà dit, le projet de loi C-28 propose une amorce de solution en rendant possible la création, dans certaines provinces, de projets pilotes de remboursement en fonction du revenu, bien qu'il s'agisse d'une initiative gouvernementale très timide.

Des pays comme la Suède, l'Australie et la Nouvelle-Zélande se sont engagés à fond dans des programmes semblables et ont obtenu beaucoup de succès. Il est vrai que le projet de loi C-28 fait en sorte que les banques supporteront la prime de risque, ce qui constitue une mesure positive, mais, en fait, nous ne faisons qu'améliorer un système qui est mauvais au départ et qui le demeure. Nous devons nous engager à fond dans un régime de remboursement en fonction du revenu.